



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/685
S/1994/1330
22 novembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Quarante-neuvième session
Point 51 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Quarante-neuvième année

Lettre en date du 21 novembre 1994, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Turquie auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint une lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République turque de Chypre Nord, S. E. M. Osman Ertug.

Je vous saurais gré de faire distribuer en tant que document de l'Assemblée générale, au titre du point 51 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité, le texte de la présente lettre ainsi que celui de la lettre en date du 21 novembre 1994, adressée au Secrétaire général par S. E. M. Rauf R. Denktas, Président de la République turque de Chypre Nord, qui lui est annexé.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Inal BATU

ANNEXE

Lettre en date du 21 novembre 1994, adressée au Secrétaire
général par M. Osman Ertug

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint le texte d'une lettre adressée au Secrétaire général par le Président de la République turque de Chypre Nord, S. E. M. Rauf Denktas, au sujet d'une lettre du chef de la communauté chypriote grecque, M. Glafcos Clerides, au Secrétaire général, dont le texte était annexé au document en date du 8 novembre 1994 distribué à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité sous la cote A/49/648-S/1994/1263.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe en tant que document de la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale au titre du point 51 de l'ordre du jour, ainsi que du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République
turque de Chypre Nord

(Signé) Osman ERTUG

APPENDICE

Lettre en date du 21 novembre 1994, adressée au Secrétaire
général par M. Rauf Denktaş

Je n'avais pas l'intention de vous écrire après les consultations officielles tenues du 18 au 31 octobre 1994, mais, ayant pris connaissance de la lettre qui vous a été adressée par M. Clerides le 8 novembre 1994 et qui a été distribuée sous la cote A/49/648-S/1994/1263, annexe, je me vois dans l'obligation de le faire pour mettre les choses au clair.

J'ai été déçu des initiatives incompatibles avec la situation de paix, de stabilité, de bien-être et de coopération que nous souhaitons établir dans le cadre d'un nouveau partenariat prises par la partie chypriote grecque après les consultations officielles. J'ai la ferme conviction qu'en tant que chef des deux communautés qui sont vouées à partager la même patrie, M. Clerides et moi-même devons commencer par nous respecter mutuellement et nous efforcer de créer un climat de confiance compatible avec nos aspirations. C'est pourquoi je tiens à vous donner l'assurance que je n'ai pas l'intention dans la présente lettre de vilipender la partie chypriote grecque non plus que son éminent chef, mais seulement de vous faire part directement des vues que j'ai exprimées et des suggestions que j'ai formulées pendant les consultations officielles.

Vous savez certainement qu'aussitôt après avoir reçu votre lettre du 10 octobre 1994, j'ai informé l'adjoint de votre représentant spécial à Chypre que j'étais prêt à entreprendre cette mission historique. Je me suis préparé aux consultations dans l'idée que, comme vous l'aviez suggéré, nous tiendrions un certain nombre de consultations afin d'étudier dans un esprit pratique et concret les moyens de faire avancer la mise en oeuvre des mesures de confiance ainsi que le règlement global du problème de Chypre dont il est question depuis si longtemps.

J'ai considéré qu'il y avait là une indication de l'ordre du jour des consultations, ou tout au moins des thèmes qui y seraient examinés.

Lors de notre premier entretien, essayant d'établir un climat de conciliation, j'ai indiqué à M. Clerides que nous abordions une étape décisive de la question de Chypre et que nous devions l'un et l'autre être conscients des devoirs et des responsabilités dont nous serons comptables devant l'histoire. J'ai fait observer que nous approchions l'un et l'autre de la fin de nos missions politiques et que nos peuples respectifs, ainsi que la communauté internationale, attendaient de nous une percée décisive. J'ai souligné que votre invitation à procéder à des consultations officielles nous donnait une occasion exceptionnelle de réaliser cette percée.

Pendant les consultations, j'ai particulièrement insisté sur la nécessité d'examiner de façon pratique et concrète les moyens de progresser dans l'application de l'ensemble de mesures de confiance. Si j'ai adopté cette attitude, c'est parce que je suis entièrement d'accord avec l'opinion que vous exprimez au paragraphe 63 de votre rapport du 19 novembre 1992 (S/24830), à savoir qu'il ressortait des dernières réunions conjointes qu'une profonde crise de confiance séparait les deux parties et que tant que cette situation

/...

prévaudrait, une issue positive des entretiens était "difficilement envisageable".

De plus, l'examen des moyens d'appliquer les mesures de confiance était le premier des deux thèmes suggérés pour les consultations dans votre lettre du 10 octobre 1994.

J'ai clairement indiqué au cours des consultations que, conformément à la conclusion à laquelle vous étiez parvenu à plusieurs reprises, nous devions immédiatement établir un climat de confiance si nous voulions que les pourparlers en vue du règlement définitif attendu depuis si longtemps puissent aboutir et j'ai maintes fois rappelé à M. Clerides que j'étais prêt à conclure à cet effet un accord sur les mesures de confiance. J'ai fait observer au cours des consultations que la signature d'un tel accord et son application nous permettraient de surmonter l'obstacle que la sentence de la Cour européenne de justice avait établi. J'ai aussi dit au cours des consultations que je suis prêt à adhérer aux procédures que vous avez suggérées dans votre lettre du 28 juin 1994 au Président du Conseil de sécurité pour la mise en oeuvre des mesures de confiance. J'ai explicitement souligné qu'il nous fallait donner suite à la conclusion constructive de votre lettre, à savoir que des progrès suffisants avaient été accomplis pour qu'il soit possible de mettre en oeuvre l'ensemble de mesures de confiance sur la base du document du 21 mars et des éclaircissements ultérieurs. J'ai été jusqu'à dire que c'était la première fois depuis 31 ans que dure la crise de Chypre, dont le début remonte à 1974, que les deux parties avaient l'occasion de conclure un accord qui contiendrait des éléments pratiques et serait appliqué. J'ai instamment demandé que l'on ne manque pas cette occasion.

Quand M. Clerides a signalé, pendant les consultations, le problème de l'accès au secteur fermé de Varosha dans le contexte des mesures de confiance négociées sous les auspices de l'ONU, je lui ai fait une proposition qui comportait de nouveaux sacrifices de la part de la communauté chypriote turque. Je suis certain que votre représentant à Chypre est parfaitement au courant de cette proposition. Tout ce que M. Clerides a trouvé à répondre, c'est qu'il ne voulait pas discuter des mesures de confiance tant qu'un règlement ne serait pas intervenu.

Quant à la deuxième suggestion contenue dans votre lettre du 10 octobre 1994, j'ai aussi examiné la question d'un règlement global avec M. Clerides. Celui-ci ayant refusé d'examiner les mesures de confiance tant qu'un tel règlement ne serait pas intervenu, j'aurais pu de même refuser d'examiner la question d'une solution fédérale tant qu'un accord n'aurait pas été conclu au sujet des mesures de confiance. Mais je me suis abstenu d'adopter une attitude aussi négative.

Au début de nos consultations au sujet d'un règlement global, j'ai rappelé à M. Clerides la conclusion qu'avait formulée M. Joe Clark, votre représentant spécial, à la suite de sa dernière visite à Chypre, et qu'il avait réaffirmée au cours de la Conférence de presse tenue le 10 octobre 1994 tenue après la séance du Conseil de sécurité à laquelle il avait participé, et selon laquelle la question de Chypre était sur le point d'aboutir à une impasse, et ce, principalement pour deux raisons à savoir : a) la sentence du 5 juillet 1994 de

/...

la Cour européenne de justice et b) la résolution du 28 août 1994 du Parlement de la République turque de Chypre-Nord. J'ai à maintes reprises confirmé à M. Clerides que notre objectif dans le processus de négociation n'avait pas changé et que le règlement négocié auquel nous aspirions était la mise en place d'une solution fédérale bicommunautaire et bizonale; dans ces conditions, le deuxième obstacle évoqué par M. Joe Clark n'existait pas vraiment.

J'ai expliqué à M. Clerides que j'étais disposé à engager un processus de concession mutuelle, une sorte de "maquignonage" selon les termes de M. Feissel, l'adjoint de votre Représentant spécial, et que pour atteindre l'objectif susmentionné, il nous fallait traiter plusieurs aspects de la question : les aspects constitutionnels, la question des personnes déplacées, la sécurité et les garanties et les ajustements territoriaux. Dans cet esprit, j'ai adressé à M. Clerides une proposition audacieuse et novatrice, suggérant que nous pourrions nous entendre sur des formules telles que "des terres contre la paix" ou "des terres contre une solution viable". Vous reconnaîtrez, je n'en doute pas, que ces suggestions ouvrent de véritables perspectives à un règlement négocié.

J'ai noté que M. Feissel a confirmé qu'au cours des consultations, M. Clerides avait accepté la définition donnée par les Chypriotes turcs de la souveraineté limitée inspirée du modèle suisse, à savoir que "les États fédérés sont souverains dans la mesure où leur souveraineté n'est pas limitée par la souveraineté de l'État fédéral".

L'acceptation par M. Clerides de cette définition de la souveraineté est toutefois subordonnée à l'acceptation par la partie chypriote turque de la demande présentée unilatéralement en 1990 par l'Administration chypriote grecque, s'arrogeant la dénomination de "Gouvernement de la République de Chypre" d'accéder à la Communauté européenne, étant entendu que si cette demande est acceptée, ce sera la "République fédérale de Chypre" qui adhérera à l'Union. Malheureusement, cette condition implique de telles difficultés juridiques, politiques et économiques – exposées en détail au cours des consultations – qu'il est en pratique impossible de donner suite à cette suggestion.

C'est pourquoi j'ai dit à M. Clerides que si nous arrivions à atteindre notre objectif d'établir une fédération, j'accepterais la disposition énoncée dans l'Ensemble d'idées concernant l'adhésion de la République fédérale à l'Union européenne comme M. Vassiliou et moi-même en étions convenus. Au paragraphe 92 de ce document, il est dit que les questions concernant l'adhésion de la République fédérale à la Communauté économique européenne sur lesquelles l'accord se sera fait à l'issue de discussions, seront présentées pour approbation aux deux communautés dans deux référendums séparés.

J'ai confirmé au cours des consultations que j'accepterais également les dispositions de l'Ensemble d'idées concernant la démilitarisation de la République fédérale et le retrait des forces non chypriotes.

J'ai également souligné que l'application des mesures de confiance créerait un climat de confiance qui faciliterait à son tour l'établissement du Gouvernement fédéral. Pour rassurer la partie grecque chypriote qui craignait qu'une fois acquis l'accord sur les mesures de confiance, nous ne nous

/...

désintéressions du règlement global, j'ai proposé à M. Clerides que nous nous engagions tous les deux à ouvrir les négociations en vue d'un règlement global le jour de l'approbation par le Conseil de sécurité de l'accord relatif aux mesures de confiance.

Le 31 octobre 1994, pour prouver notre bonne foi et notre volonté de parvenir à un règlement négocié, j'ai adressé à M. Clerides la proposition concrète ci-après au sujet des mesures de confiance et du règlement global :

"a) Les chefs des deux communautés se sont entendus sur l'ensemble de mesures de confiance. Ils ont décidé de signer l'accord le (date). (Il faudrait fixer une date en novembre);

b) Les chefs des deux communautés ont décidé que les pourparlers entre les deux parties commenceront le jour où le Conseil de sécurité aura approuvé l'accord sur les mesures de confiance et conformément au principe de "l'ensemble intégré", afin d'aboutir à un règlement global sur la base d'une solution bicommunautaire et bizonale;

c) Les chefs des deux communautés ont décidé de créer un comité d'experts en vue d'arrêter les procédures d'application des mesures de confiance;

d) Il est envisagé que le Comité des mesures de confiance achève ses travaux dans les 15 jours;

e) Il a été décidé de créer un comité d'experts pour évaluer les vues exprimées par les deux parties au sujet d'un règlement global pendant les consultations officieuses entre les chefs des deux communautés;

f) Il est envisagé que le Comité du règlement global présentera un rapport d'activité dans le délai d'un mois;

g) Les chefs des deux communautés ont décidé de se réunir d'ici une quinzaine de jours, sous les auspices de M. Feissel, à l'issue des travaux du Comité des mesures de confiance, pour en examiner les résultats et pour achever la préparation de l'accord sur les mesures de confiance."

Je n'ignore pas que les conclusions que vous formulerez sur mes consultations avec M. Clerides reposeront sur le rapport que vous recevrez de l'adjoint de M. Feissel, l'adjoint de votre représentant spécial. Toutefois, je tiens à souligner que les modalités d'application des mesures de confiance n'ont pas en tant que telles été examinées au cours des consultations, si ce n'est que j'ai rappelé à M. Clerides que nous devions examiner cette question.

Les faits et les prises de position que je décris ci-dessus sont tirés des sujets de discussion que j'avais déjà remis à M. Feissel. J'avais demandé à celui-ci d'en remettre à M. Clerides une copie des sujets de discussion de notre

/...

rencontre du 31 octobre 1994. Je suis certain que ces sujets de discussion ont été portés à votre attention.

En conclusion, je tiens à confirmer que je reste favorable à votre mission de bons offices, que je suis disposé à signer l'accord relatif aux mesures de confiance, que je suis convaincu que la mise en oeuvre de cet accord faciliterait une solution globale; que nous sommes fermement attachés à une solution fédérale bicommunautaire et bizonale; et que je suis toujours prêt à négocier directement avec M. Clerides.

À ce propos, je tiens à vous donner l'assurance que la partie chypriote turque a la volonté politique d'aboutir à un règlement négocié avec la partie chypriote grecque pour que les deux peuples de notre belle île puissent jouir d'une solution équitable et d'une paix durable, et qu'elle est prête à entreprendre les négociations dans ce sens. Je vous remercie une fois de plus de l'aide que vous nous apportez.

Le Président

(Signé) Rauf R. DENKTAS
